

NUANCES, COHERENCE et IMPLICATION...

Voilà une petite analyse personnelle, induite par le nombre important de messages que je vois passer, en ces temps de grande expression citoyenne, à l'occasion de la crise sanitaire.

Qu'est ce qui manque le plus aux analyses critiques que l'on entend à tout propos ?

Critiques sur la politique de Macron, sur le libéralisme économique, sur la lutte contre le coronavirus, ... sur ce que fait mon voisin... ou sur ce qu'il ne fait pas, ... etc. ?

Il manque très souvent trois éléments de méthode d'analyse.

Un peu de nuances, un arc en ciel de couleur est souvent nécessaire pour décrire correctement toute la complexité des choses,

Un peu de cohérence, le souci de faire correspondre ce que l'on pense d'un sujet à ce qu'il en est pour un autre, qui lui est lié, pour tenir compte de toutes les interdépendances,

Et enfin,

Un peu d'implication personnelle puisque celui qui s'exprime fait toujours partie intégrante, en tant qu'acteur et en tant qu'être conscient, de ce qu'il décrit.

Voilà pour la méthode.

Prenons à présent deux cas de figure, le problème sanitaire d'actualité et un sujet économique qui agite depuis plusieurs siècles la pensée humaine.

Premier cas : la pandémie engendrée par le coronavirus.

Il faut noter que quelque soit la ou les solutions préconisées, le seul acteur qui a intrinsèquement les moyens (légaux, institutionnels, financiers, force publique, ...) de la ou les mettre en place, c'est ce que l'on appelle l'Etat.

Distribuer du jour au lendemain 110 milliards aux français, en faisant plus que doubler le déficit annuel du budget de l'Etat pour essayer de compenser les – 8

% de décroissance prévisionnelle du PIB pour 2020, aucune banque, aucune entreprise même de taille mondiale, ne peut le faire.

Parlons nuances et diversité au sujet de l'Etat : que nous le subissions autocratique ou ploutocratique, que nous l'ayons choisi démocratique et de droit, centralisé ou décentralisé, c'est toujours l'Etat.

Parlons cohérence à présent : Peut-on alors espérer que toutes les opinions qui ne juraient jusqu'alors que par la prééminence des multinationales et des financiers, finissent par admettre pour la pandémie comme pour tout le reste, l'importance du politique (et des institutions politiques) qui décide toujours en dernier ressort (Constitution, système, acteurs,... sont bien sûr variables d'un pays à l'autre).

Finissons par l'implication : la politique c'est la gestion de la cité au sens d'un vivre ensemble de citoyens, ce qui signifie que chacun d'entre nous en est un acteur, à chacun de bien prendre conscience, à la fois de son très faible poids individuel et de notre très grande force collective.

Deuxième cas : le libéralisme économique, ultra pour les uns, financier pour les autres, chinois pour Jinping Xi qui a dit « la Chine a eu le courage de plonger dans l'océan des marchés mondiaux ». Comme ce dernier, je préfère parler de l'économie dite de marché. Une définition : « il s'agit d'un système économique où les décisions de produire, d'échanger et d'allouer des biens et services rares sont déterminées, majoritairement, à l'aide d'informations résultant de la confrontation de l'offre et de la demande dans le cadre d'un marché libre » (et de fait aussi les prix, les quantités, les qualités).

Nuançons d'abord : A une rare exception près (la Corée du Nord), tous les pays ont à présent adopté l'économie de marché, mais dans une très grande diversité. En simplifiant, parmi les plus libéraux, il y a les USA ; parmi les moins libéraux la Chine et la Russie, entre les deux, un pays comme la France.

Je comprends toutes les critiques adressées à ce système qui est très loin de répondre à des valeurs d'équité, de bienveillance, d'empathie...

L'économiste Adam Smith (1723-1790) le disait déjà « ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du boulanger que nous attendons notre diner, mais plutôt du soin qu'ils apportent à la recherche de leur propre intérêt ».

Cela dit, je préfère de loin le libéralisme à la française dans lequel plus de la moitié des richesses produites (PIB) passe dans un deuxième temps par la

puissance publique (impôts, minimas sociaux, services publics... distribution de pouvoir d'achat exceptionnel) contre seulement ¼ aux USA.

Quelles sont les alternatives qui permettraient de former une société du vivre ensemble et de faire tourner un modèle économique compatible avec les limites de la planète ? La fin du « grand capital » et des « petits capitalistes » comme dans les régimes communistes pour se retrouver avec à la fois le marché et le parti unique comme en Chine, sûrement pas? Quelles autres perspectives, alors ?

J'ai quelques petites idées sur ce qui me parait à la fois souhaitable et surtout réaliste :

- démondialisation et relocalisation en partie,
- nouveau modèle de production et de consommation dans les pays riches d'abord, les pays émergents suivront seulement quand ils auront atteint peu ou prou notre niveau de vie élevé (eh oui),
- une démocratie plus participative avec la responsabilisation accrue des acteurs (citoyens, consommateurs,...),
- découplage entre les monnaies locales ou nationales et une monnaie mondiale,...

cela peut parfois se résumer en économie par la notion de « décroissance », mais cela nécessite plusieurs pages d'explications....

Soyons cohérents ensuite : D'où vient le fait que cette économie de marché ait failli devant les problèmes de misère absolue, tout comme devant les problèmes écologiques ? Cela fait 3 siècles que le capitalisme agrandit la taille du gâteau, celui des richesses matérielles, en nous promettant que ça y est, la fin de la pauvreté absolue, c'est pour demain ; et les limites écologiques seront repoussées grâce à la technologie Cette impasse vient peut-être du seul fait que la plupart d'entre nous, individuellement et collectivement , nous sommes des « libéraux », des égocentriques, notamment nous les européens, esclavagistes au 18 ème siècle, colonisateurs au 19 ème , consuméristes au 20 ème.

Quand j'observe ces jours-ci la manière dont nous avons tous notre solution personnelle et individuelle à la pandémie, à la gestion de la cité, à la gestion des relations internationales, j'en conclus que nous avons été profondément influencés par le paradigme libéral ; avec la liberté de penser, d'agir,

d'entreprendre chacun à notre guise, mais avec de grandes difficultés à mener à bien des projets et des constructions communes et collaboratives.

Pour finir, quelle est notre implication ?

J'espère que, de plus en plus menacés, nous allons peu à peu modifier nos habitudes, nos comportements, notre quotidien économique. Il ne s'agit pas tant de vociférer contre le capitalisme ou les banques, puisque dans une démocratie comme la France, nous disposons déjà de tous les outils pour réorienter fondamentalement la production (par notre consommation), la finance (par l'usage que nous faisons de notre revenu), la politique (par la sélection de nos dirigeants ou à défaut en les remplaçant).

Cette liberté de produire, de consommer, d'épargner et d'investir nous appartient bien.

Cependant, nous sous-estimons la manière dont notre consommation (même celle permise par le RSA ou le SMIC) force la main tous les jours aux décideurs économiques et financiers.

Un exemple parmi une multitude : notre consommation récente de quinoa (chisiya mama = la mère de tous les grains pour les Incas) à favorisé l'économie de la Bolivie (90 % de la production mondiale de quinoa), tout en rendant cette pseudo-céréale trop chère pour les Boliviens eux-mêmes ; en 2013, 9000 € pour la tonne de quinoa contre 150 € pour le blé ! Qui est à l'origine de ce désordre économique et social, les capitaux investis dans la production et l'importation de quinoa ET/OU notre appétit pour une alimentation plus saine ? Notre liberté de consommer provoque donc richesse d'un côté et pauvreté de l'autre. Ainsi va la mondialisation à outrance, qu'il nous faut freiner, quitte à devoir accepter une absence de croissance, un retour au local et à la réduction de nos choix alimentaires (pour cet exemple).

En conclusion, la complexité de nos systèmes politiques, économiques et sociaux demandent des analyses tout en **nuances et en profondeur**. Cela exige une pensée **cohérente**, construite collectivement, confrontée aux faits et à l'abri des idéologies simplificatrices. Cela exige aussi notre **engagement**, là où nous sommes, avec nos propres outils, en apportant notre pierre à un édifice commun.

Gérard Straumann, le 14/04/2020